SAUVER DES VIES
CHANGER LES VIES

Résumé d'évaluation

Evaluation décentralisée pour une prise de décisions fondées sur des données factuelles

Evaluation à mi-parcours de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200961 et de l'IPSR 200583 au Niger

SUJET DE L'EVALUATION

A travers l'IPSR 200583, mise en œuvre de janvier 2014 a décembre 2016, le PAM au Niger avait comme objectif de sauver des vies, préserver les moyens d'existence et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique. Outre la prise en charge (PEC) de la malnutrition aigüe modérée (MAM) et le soutien aux cantines scolaires, cette intervention a déployé une démarche innovante à travers une approche multipartenariale et multisectorielle.

L'IPSR 200961, visant le renforcement de la résilience au Niger grâce à une approche multisectorielle et multipartenaires intégrée, a démarré en janvier 2017 et s'inscrit dans la continuité de la précédente intervention en termes d'objectifs et d'activités, avec un accent particulier sur le développement des capacités.

Cette évaluation a été commandée par le bureau de pays du PAM au Niger et couvre l'année 2016 pour l'IPSR 200583 et la période de janvier 2017 à mars 2018 pour l'IPSR 200561.

OBJECTIFS DE L'EVALUATION

L'évaluation poursuit des objectifs de responsabilité et d'apprentissage, qui se renforcent mutuellement. Ses conclusions visent à éclairer les décisions opérationnelles pour la dernière année d'exécution de l'IPSR 200961 et à contribuer à la réflexion relative au futur Plan de stratégie pays (CSP).

METHODOLOGIE

L'approche méthodologique retenue repose sur le recours conjoint à des méthodes qualitatives et quantitatives. Au cours de la mission réalisée au Niger, l'équipe d'évaluation s'est entretenue avec environ 500 personnes dont 350 bénéficiaires. Elle s'est rendue dans 16 sites, choisis de manière à être représentatifs.

RESULTATS-CLES

Pertinence et couverture

Les activités sont pertinentes car elles répondent aux caractéristiques de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger et elles sont alignées sur les politiques du Gouvernement et sur les stratégies du PAM. Cependant, cette pertinence globale est fortement affaiblie par des changements dans les méthodologies d'intervention, appliquées à partir de 2017 en raison de contraintes budgétaires : rétrécissement des cibles de la PEC de la MAM ; arrêt de la livraison des intrants nutritionnels ; diminution des transferts aux ménages sur les sites « créations d'actifs » ; diminution ou interruption de la livraison des vivres aux cantines scolaires.

Cohérence et coordination

Les synergies internes à l'IPSR (entre composantes) demeurent assez limitées. Le degré de coordination entre le PAM et les autres acteurs est variable selon les secteurs et les régions. La construction de synergies entre le PAM et d'autres intervenants n'est pas très avancée en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition ou la concrétisation de l'approche communes de convergence. Le BP a progressé en matière de capitalisation et de gestion des connaissances ce qui a des incidences positives sur la formulation et la mise en œuvre des interventions. Cependant, les institutions publiques ne sont pour l'instant pas suffisamment associées dans ce domaine spécifique.

Efficacité

L'efficacité des activités de nutrition est difficile à évaluer en raison de l'absence de certaines données et des incohérences. Le nombre de bénéficiaires atteints à travers l'appui aux cantines scolaires est très inférieur à celui planifié et les rations sont en-dessous des normes. Il n'est pas possible d'apprécier l'efficacité des activités complémentaires à la cantine car ne sont pas suivies spécifiquement.

WFP
Programme Alimentaire Mondial

October 2019

En matière de création d'actifs, la réduction du nombre de jours de travail rémunérés pénalise le degré d'atteinte des objectifs fixés. Par ailleurs, la stratégie de progression est appliquée depuis fin 2017 de manière uniforme sans prendre suffisamment en compte la diversité des contextes locaux. Les achats locaux aux petits producteurs se sont heurtés à plusieurs difficultés et les volumes achetés sont bien inférieurs à ceux prévus. En 2017, les appuis apportés durant la période de soudure ont été inférieurs à la planification initiale. L'intensification des actions de développement des capacités permettent aux institutions publiques nationales de mieux exercer leurs fonctions, à la fois sur les plans stratégique et opérationnel.

Efficience

Les relations avec les partenaires d'exécution sont globalement satisfaisantes. Cependant, ces acteurs sont confrontés à des difficultés en ce qui concerne les contrats, les flux d'information sur la programmation et ses éventuelles modifications et l'exploitation des analyses issues du S&E dans une perspective d'apprentissage. Malgré le nombre important d'enquêtes réalisées et les améliorations méthodologiques apportées, le dispositif de S&E n'est pas suffisamment en phase avec les objectifs poursuivis par l'IPSR. Cela concerne : le suivi de l'approche intégrée, la mesure de la progression de la résilience, l'appréciation de la durabilité des appuis et de leurs impacts et l'adéquation des indicateurs aux besoins des institutions publiques. Le pilotage de l'IPSR est marqué par une forte contrainte budgétaire.

Impact et durabilité

Les informations recueillies dans certaines régions confirment le lien fort qui existe entre l'alimentation scolaire et l'amélioration du taux d'achèvement et de réussite. Les activités de création d'actifs ont des impacts globalement positifs comme : l'amélioration de la sécurité alimentaire, la diminution des migrations, l'autonomisation accrue des femmes, le renforcement de la cohésion sociale. L'intensité et la durabilité de ces impacts sont cependant très variables en fonction du contexte. Les interventions durant la période de soudure favorisent la stabilisation ou l'amélioration des indicateurs de sécurité alimentaire, ainsi qu'une amélioration de l'état nutritionnel des enfants bénéficiaires, mais ces résultats ne peuvent être élargis à la population générale et leur durabilité est incertaine. L'IPSR, a contribué au développement des capacités des institutions publiques, cependant la durabilité des appuis du PAM est limitée par des contraintes budgétaires de l'Etat et des collectivités locales du Niger.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Evaluation globale

La pertinence de l'IPSR 200961 est forte au regard du contexte, des orientations du Gouvernement du Niger et de la politique du PAM.

Les synergies ne sont pas aussi intenses et riches qu'elles pourraient l'être. En termes d'efficacité, le nombre de bénéficiaires atteints est nettement inférieur à celui qui avait été planifié, mais pour les bénéficiaires atteints, les impacts obtenus sont nombreux et positifs. Cependant, la durabilité de ces impacts est loin d'être garantie. L'absence d'un scénario alternatif en cas d'un gap de financement a amené à une gestion « au coup par coup » des contraintes budgétaires qui s'est traduite par un affaiblissement de la pertinence des activités et par une moindre efficacité.

Recommandations

R1 : Produire des preuves sur la possibilité d'alternatives efficaces et durables aux stratégies actuelles de prévention et traitement de la MAM

R2 : Concentrer les appuis aux cantines dans les zones où l'insécurité alimentaire est la plus forte. Appuyer le gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources afin d'aboutir à un mécanisme pérenne de soutien à l'alimentation scolaire

R3 : Hiérarchiser les appuis du PAM selon trois « cercles » par ordre de priorité décroissante : i) les zones et les populations en phase de redressement, ii) les zones où est présent un partenaire « développement », susceptible de prendre le relais et où il existe un réel potentiel de développement agro-pastoral, ii) dans les autres zones, les appuis du PAM seraient conditionnées à la mobilisation d'une coalition de PTF.

R4 : Développement des capacités : A) Sur les sites « création d'actifs » les plus anciens, impulser des engagements des parties prenantes afin de favoriser la pérennité des ouvrages. B) Associer davantage les institutions publiques à l'analyse des résultats obtenus par l'approche résilience du PAM. C) Soutenir le Gouvernement dans une analyse des ressources mobilisées en matière de protection sociale et d'assistance humanitaire afin de parvenir à une utilisation optimale. D) Contribuer au renforcement du transfert de compétences aux communes et veiller à l'harmonisation des interventions du PAM avec les acteurs clés.

R5 : Améliorer le suivi en intégrant des indicateurs relatifs aux effets directs et à la durabilité des impacts des activités « création d'actifs ». Réorganiser la chaine de résultats et les indicateurs du cadre logique de l'IPSR.

R6 : Identifier un organisme leader (UN ou ONG) dans chaque commune de convergence afin d'améliorer la coordination des interventions et la redevabilité

R7 : Définir et mettre en œuvre des actions permettant de redresser des déséquilibres occasionnés lors de la mise en œuvre et qui seront orientées pour réduire la discrimination faite aux femmes